

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2026-001**

SÉANCE DU 10 FÉVRIER 2026

**POINT A.1
APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 16 DÉCEMBRE 2025**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 10 février 2026, sous la présidence de Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation et notamment son article L.712-3,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université et notamment son article 18,

Après en avoir délibéré,

Approuve le procès-verbal de sa séance en formation plénière du 16 décembre 2025, tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

Membres composant le conseil : 28
Membres présents (17) ou suppléés (5) : 22
Membres absents et non suppléés : 6

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique
le 12/02/2026 15:31:04 +01:00



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 2025

Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration réuni en formation plénière le 16 décembre 2025

Informations générales

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 18 novembre 2025
2. Questions budgétaires et financières :
 - 2.1 Approbation du budget initial 2026 - Établissement
 - 2.2 Approbation du budget initial 2026 - Fondation
 - 2.3 Information relative aux admissions en non-valeur autorisées par le Président au titre de l'année 2025
 - 2.4 Approbation de la demande d'admission en non-valeur de la créance de la société MIROITERIE AVIGLASS
 - 2.5 Approbation du Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) 2025-2027 entre Avignon Université et l'État
3. Questions relatives aux ressources humaines :
 - 3.1 Approbation du Plan d'Action Égalité (PAE) 2025-2027 et présentation du rapport d'exécution du PAE 2020-2023 (pour information)
 - 3.2 Information sur le dispositif relatif au cumul d'activités
 - 3.3 Approbation de l'actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2025-2026 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants Chercheurs (RIPEC)
4. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :
 - 4.1 Approbation de la création du Diplôme Universitaire « Accès à la 2ème année de la licence professionnelle Management des Risques Technologiques et Professionnels » (LP MRTP) à compter de l'année universitaire 2025-2026
 - 4.2 Approbation des capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2026-2027
 - 4.3 Approbation des modalités d'accès dans les formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur : rôle et composition des commissions d'examen des vœux
 - 4.4 Approbation des modalités de recrutement en master 1 : rôle et composition des commissions de recrutement
 - 4.5 Approbation des attendus locaux et critères généraux d'appréciations des dossiers de candidature pour l'inscription dans les formations en BUT et licence au titre de l'année universitaire 2026-2027 (Campagne Parcoursup)
 - 4.6 Approbation des modalités et conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2026-2027 (Campagne Mon master)

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :
 - 1.1 Approbation du contrat d'autorisation de reproduction par reprographie d'œuvres protégées avec le centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) pour la période 2025-2030
 - 1.2 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) dans le cadre du BUT « Techniques de Commercialisation » en alternance sous contrat d'apprentissage - Parcours « Business Développement et Management de la Relation Client (BDMRC) » au titre de l'année universitaire 2025-2026
2. Questions diverses¹

¹ Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence (president@univ-avignon.fr ou vice-president-ca@univ-avignon.fr) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.

Le 16 décembre 2025, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du président de l'établissement.

TABLEAU DES PRÉSENCES		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
Président	M. LINARÈS Georges	X		
Vice-président du CA	M. RICHAUD Alain	X		
Représentante du Rectorat (invitée)	Mme CARBONE Catherine	X		
Collège A	Mme VINET Agnès	X		
	M. DOUVINET Johnny	X		
	Mme FALKERT Anika		Mme VINET Agnès	
	M. MARREL Guillaume	X		
	Mme BLANKE Delphine	X		
Collège B	Mme CAVALIE Elsa			X
	M. MONNET Fabien		M. LINARÈS Georges	
	Mme KOUMPLI Christina		M. MARREL Guillaume	
	M. PAYAN Paul	X		
	Mme TIXIER Anne-Sylvie		M. RICHAUD Alain	
Collège C BIATSS	M. BERRAG Allal			X
	M. SUDREAU Daniel	X		
	Mme ANDRÉ Fanny		M. LUBIN Mario	
	M. LUBIN Mario	X		
Collège Etudiants	M. MAXIMIN Mathieu sup. Mme PEUTEUIL Gil	X		
	Mme FRISICARO Soléane sup. M. ROUDIER Nicolas	X		
	M. IFTIME Cristian sup. Mme GHOZALI Fatema Zohra Norhene	X		
	M. GUILLAUME Rémi	X		
Personnalités Extérieures	Mme GAGNIARD Anne	X		
	Mme JABLONSKI-CASTANIER Christelle	X		
	M. BISSIERE Michel		M. RICHAUD Alain	
	M. CARLIN Frédéric	X		
	M. GONIDEC Jean-François			X
	Mme BATTAGLIA Pascale	X		
	M. GONTARD Paul-Roger			X
Participants à titre consultatif de droit	Mme JULLIAN Catherine			X
	M. BARBE Jacky	X		
	M. BOURDAGEAU Stéphane	X		
	M. BLANCO Jean-François	X		
	Mme DECUYPER Florence	X		
	M. GUIN Joël			X
	M. GUINTOLI Claude	X		
Invités	M. JABAIAI Bassam	X		
	Mme ANTOINE Sophie	X		
	Mme BONNOT Marina	X		
	Mme FREDOUILLE Corinne	X		
	Mme MAURAND-VALET Anne	X		
	Mme PEZZO Delphine	X		
	Mme SOMMAZI Laurence	X		

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (17) ou suppléés (6) : 23

Membres absents et non suppléés : 5

Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Georges Linarès, président d'Avignon Université, ouvre la séance du CA. Il est 14h30.

Informations générales

Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) :

Le président indique que l'exercice du COMP 100% est en cours pour l'établissement et des cycles de réunions ont débuté dans différents périmètres. Un retour sera fait prochainement auprès du rectorat. Par ailleurs, le ministère souhaite aligner les COMP sur les mandats des présidents. L'un des arguments indiquant que les COMP vont dans le bon sens est d'inscrire le projet d'établissement sur une période de cinq ans, qui correspond à un cycle sur lequel peut être développée une vision stratégique, or l'alignement des COMP sur les mandats en cours des présidents d'université signifierait faire des COMP qui seront encore plus courts que dans leur version antérieure, soit deux ans pour Avignon Université. Le président indique avoir des objections sur le fait d'aligner des COMP sur les mandats des présidents. En effet, les présidents nouvellement élus vont devoir rédiger un COMP à leur arrivée alors qu'il leur est nécessaire d'avoir un moment d'installation et d'apprentissage lors de leur prise de fonction en tant que président. Un président d'université engage l'établissement sur des projets qui peuvent être longs et le fait qu'un mandat dure cinq ans ne signifie pas qu'il y a un horizon qui ne doit pas être envisagé au-delà de ces cinq ans. Bien qu'il y ait des engagements sur des indicateurs et des objectifs inscrits sur une période de cinq ans, le projet est construit sur une plus longue période. Le président indique que selon lui, l'alignement des COMP sur les mandats des présidents serait une sorte de « contrat entre un président d'université et sa tutelle » plutôt qu'entre un établissement et sa tutelle. Il ajoute qu'il comprend tout de même la logique du ministère selon laquelle une nouvelle équipe présidentielle a son projet et le COMP doit être la traduction dudit projet qui a amené cette équipe en fonction. Avignon Université est sécurisé avec un COMP sur une période de cinq ans. Par ailleurs, le ministère a indiqué maintenir l'idée d'un alignement des COMP sur les mandats des présidents alors que l'année prochaine, la quasi-totalité des établissements sera passée au COMP 100%. Aussi, la question sera à nouveau posée en début d'année prochaine pour les présidents en cours de mandat car cet alignement représente un certain volume de travail pour les équipes, cela est engageant pour les personnels de l'établissement et ce, pour une durée d'un an et demi ou deux ans.

Réunion avec le Directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) sur les indicateurs :

Une réunion s'est tenue la semaine dernière avec Monsieur Olivier Ginez, Directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP). La volonté du ministère est de réduire le nombre d'indicateurs et d'avoir un socle commun d'indicateurs. Huit indicateurs ont été identifiés. Le président a indiqué au DGESIP que dans ces indicateurs, il retrouve assez peu d'indicateurs correspondant au projet d'établissement et certains indicateurs vont demander un travail particulier à l'établissement, tel que celui relatif au taux d'UMR qui sont en délégation générale de gestion. Il s'agit d'un sujet pour Avignon Université du fait du rapport compliqué avec le CNRS sur ce sujet. La délégation générale de gestion signifie confier la gestion de l'ensemble de l'UMR à l'une des tutelles de l'UMR. Cela constitue une simplification dans le pilotage mais ce n'est peut-être pas une simplification pour les usagers. La délégation générale de gestion a des enjeux financiers car le délégataire va signer les contrats, des enjeux de prélèvements, etc. Ces enjeux économiques doivent être mesurés et discutés avec les partenaires de l'établissement. Le président a indiqué au DGESIP et au Recteur que les indicateurs correspondant aux priorités du projet d'établissement seront peut-être à côté de ces huit indicateurs imposés. L'établissement aura la possibilité de le faire avec les indicateurs socles et puis en choisissant également des indicateurs qui correspondent à ce que l'établissement souhaite prioriser.

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 18 novembre 2025

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le procès-verbal du Conseil d'administration du 18 novembre 2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

2. Questions budgétaires et financières :

2.1. Approbation du budget initial 2026 - Établissement

Le VP CA donne la parole à Madame Laurence Sommazi, Directrice des affaires financières, qui présente le budget initial 2026 de l'établissement (*cf. annexe pt. A.2.1*).

En application du décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) du 7 novembre 2012, le budget principal est séparé du budget de la fondation universitaire et les deux font l'objet de votes distincts par le Conseil d'administration.

Le budget est présenté au moyen de la liasse budgétaire et les crédits sont présentés par nature et destination. L'exercice budgétaire correspond à l'année civile. Les crédits ouverts au titre d'un budget ne créent aucun droit au titre du budget suivant (sauf pour les PPI et les contrats de recherche, d'enseignement ou de formation continue à exécution pluriannuelle). Des modifications peuvent être apportées au budget de l'établissement en cours d'exercice (budget rectificatif). Ces modifications sont adoptées par le Conseil d'administration dans les mêmes conditions que le budget initial.

Les éléments externes à l'université pour la construction du budget 2026 sont :

- le projet de loi de finances (PLF) inscrit dans une stratégie de redressement des comptes publics,
- les incertitudes politiques et le vote du budget 2026,
- la prudence dans la construction des budgets initiaux,
- l'ensemble des mesures salariales partiellement ou non compensées (mesures Guérini, CAS Pensions, PSC, etc.), soit **+1,82 M€ de dépenses salariales à la charge d'Avignon Université pour 2026.**

Les éléments internes à l'université pour la construction du budget 2026 sont :

- des choix stratégiques réaffirmés,
- les efforts à poursuivre en 2026,
- le COMP des composantes pour accompagner la stratégie,
- un pilotage renforcé.

Madame Laurence Sommazi présente les détails du budget initial de l'établissement 2026 :

- prévision de recettes : **71,5 M€**,
- subvention pour charges de service public (SCSP) calculée à **58,3 M€**, qui représente 81,5 % des recettes encaissables.

Autres recettes :

- fiscalité affectée : **475 k€**,
- financements publics : **6,4 M€** (5,7 M€ en 2025) dont **2,8 M€ fléchés**,
- ressources propres : **6,3 M€** (5,65 M€ en 2025).

Conformément à la réglementation en vigueur, l'établissement a décidé de flécher un certain nombre de recettes et de projets, dès lors qu'ils répondent aux critères suivants : financements dont l'attribution définitive est soumise à justification des dépenses correspondantes auprès du financeur / opérations dont le montant est significatif au regard du budget de l'établissement (supérieur à 700 000 euros).

Les projets sont les suivants :

- C.A.P.A.C.I.T.E. (nouveaux cursus universitaires, PIA3),
- IMPLANTEUS (école universitaire de recherche, PIA3),
- PANORAMA (territoires d'innovation pédagogique, PIA3),
- « Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche » (ASDESR),
- « Rénovation de la bibliothèque universitaire » dans le cadre du CPER,
- « Villa Naturalité » dans le cadre du CPER.

Les dépenses de fonctionnement : 12,06 M€ (11,68 M€ BI 2025).

Les éléments de contexte de ces dépenses de fonctionnement sont :

- l'inflation qui touche l'ensemble des biens de consommation pèse lourdement sur le budget de fonctionnement, notamment le coût de l'énergie toujours élevé,
- de nouvelles dépenses structurelles et conjoncturelles : Plan Vigipirate, Systèmes d'information, etc.
- la poursuite de la démarche de maîtrise des dépenses de fonctionnement,
- la poursuite des objectifs de développement durable et de protection de l'environnement.

Les dépenses de personnel : 59,94 M€ (58,42 M€ BI 2025)

Les éléments de contexte de ces dépenses de personnel sont :

- de fortes contraintes : + 0,82 M€ par rapport à la prévision atterrissage 2025,
- le glissement vieillissement technicité - GVT (455 k€) et les mesures salariales non compensées, ou partiellement, telles que l'augmentation de 4% du CAS « Pensions » 2026, la prise en charge de la mutuelle par l'employeur, la revalorisation des contrats doc, la cotisation patronale VMRR, le schéma d'emplois, etc.

Politique de maîtrise de la masse salariale :

- Une campagne d'emplois limitée : 6 MCF, 1 PR au titre de l'article 46.3 qui constitue le support à une demande de financement pour une Chaire de Professeur Junior (CPJ), 4 repyramidages BIATSS,
- la progression des effectifs uniquement avec les projets financés (ASDESR, contrats doctoraux de type chaires partenariales),
- une offre de formation et des maquettes réajustées afin de limiter les heures complémentaires, tout comme les EQS.

Le plafond d'emplois 2026 a été réajusté par rapport à 2025. Le plafond d'emplois global soumis au vote du conseil d'administration est fixé à **772 ETPT** (753 en 2025) et se décompose en **636 ETPT sous plafond État** (594 en 2025) et **136 ETPT sous plafond Ressources Propres** (159 en 2025).

Pour mémoire, fin novembre 2025, la consommation d'emplois s'élève à 766 ETPT, soit 608 sous plafond État et 158 sous plafond ressources propres.

Le budget d'investissement : 4,1 M€ (3,3 M€ BI 2025)

Les éléments de contexte de ce budget d'investissement sont :

- le recentrage du programme pluriannuel d'investissement (PPI) sur les opérations du CPER. Les deux opérations sont la « Rénovation de la bibliothèque universitaire » et la « Villa Naturalité »,
- d'autres opérations d'investissement programmées en 2026 : rénovation bâtementaire et réaménagement des espaces de travail (1,1 M€), modernisation du parc informatique (300 k€) et amélioration de la sûreté (600k€),
- les appels à projets dans le cadre du plan de transition énergétique.

Le budget initial 2026 présente un compte de **résultat prévisionnel en déficit de - 1,95 M€** dû à des dépenses non compensées.

Concernant la situation patrimoniale de l'établissement, **l'insuffisance d'autofinancement (IAF) s'élève à -0,33 M€**. Le prélèvement sur **fonds de roulement de 2,48 M€** finance les dépenses d'investissement et l'insuffisance de financement. Il s'établira à **4,5 M€**. La trésorerie devrait connaître une baisse de **3,7 M€** ; elle s'élèvera néanmoins à **10,3 M€ à la fin de l'année 2026**.

Depuis le 1^{er} janvier 2025, avec l'entrée en vigueur du décret modernisant le régime financier des EPSCP, la soutenabilité budgétaire des établissements sera analysée au vu de trois indicateurs cumulatifs et non sur le résultat patrimonial.

Les résultats des trois indicateurs au titre du budget initial 2026 sont les suivants :

- niveau final de trésorerie (>30 jours de fonctionnement) : **51 jours**
- niveau final du fonds de roulement (>15 jours de fonctionnement) : **22,6 jours**
- charges de personnel (<83% des produits encaissables) : **83,84 %**

Madame Catherine Carbone, Directrice adjointe à la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (DRAESRI), indique que la situation budgétaire de l'établissement est considérée « en attente » de l'exécuté. Il faudra avoir un regard sur les éléments qui seront appréciés à l'issue du compte financier. A ce stade, l'avis du rectorat est « réservé ». Ce dernier a conscience des contraintes exogènes imposées qui pèsent sur l'établissement et qui contribuent à une forme de dégradation de ses indicateurs. Toutefois, l'indicateur relatif aux charges de personnel (ratio Dizambourg indiqué ci-dessus : 83,84 %) est une valeur assez élevée pour l'établissement qui doit être un point d'attention de la même manière que les dépenses de fonctionnement qui suivent une trajectoire ascendante avec un ensemble d'éléments indiqués précédemment, indépendants de la volonté de l'établissement mais pour lesquels il faudra probablement prévoir des mesures avec la communauté. L'objectif de ces indicateurs est d'apprécier la soutenabilité du budget de l'établissement et notamment dans un temps assez long. Le président indique qu'il y a beaucoup d'éléments dans la construction du budget initial dont les indicateurs devraient s'améliorer en cours d'exécution. La question de la masse salariale a très fortement impacté le potentiel de recherche et de formation avec 19 postes d'enseignants-chercheurs et d'enseignants perdus en trois années. La situation est à la limite du soutenable pour les équipes pédagogiques. Le ratio Dizambourg pose également la question de la capacité de l'établissement à porter son projet, à accueillir les étudiants et à continuer à faire de la recherche. Il ajoute qu'il ne s'agit pas seulement d'un exercice comptable. La question centrale est de savoir si l'établissement est en capacité ou non de maintenir son activité sur ses principales missions. Madame Catherine Carbone répond qu'effectivement il s'agit ici d'un projet de budget et que ce sont donc des prévisions. La fiabilité des prévisions est également déterminante dans les valeurs affichées précédemment et notamment le résultat. Elle rappelle qu'à ce stade, l'avis du rectorat est « réservé » et les grands indicateurs de soutenabilité pour l'établissement seront réanalysés en fonction de l'exécuté. Le président ajoute que le fait de ne pas inscrire les recettes du COMP dans le budget est une réelle difficulté du fait du calendrier de la vague 3.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Paul Payan fait remarquer une erreur en page 16 de la note de présentation. En effet, dans la phrase suivante « *En revanche, en neutralisant l'impact des mesures 2026 (soit 700 k€ de dépenses non compensées), le ratio s'établirait **au-dessus** du seuil de soutenabilité budgétaire soit 83 %* », il s'agit de remplacer le terme « au-dessus » par « au-dessous ». Cette erreur sera corrigée dans le document.

Monsieur Paul Payan ajoute que dans la présentation, il a été indiqué une campagne d'emplois limitée à 6 postes de MCF et 1 poste de PR mais, étant donné le contexte présenté et en l'absence d'autres éléments de comparaison, la question pourrait se poser quant à savoir pourquoi l'établissement continue à recruter du personnel alors qu'il est dans une mauvaise situation. Or l'élément de comparaison à apporter est celui indiqué précédemment par le président, à savoir le nombre de postes perdus depuis plusieurs années. Peut-être faudrait-il mettre en avant ce delta qui montre que même en ayant une campagne d'emplois avec 6 postes de MCF, cela est loin de compenser les postes manquants ?

Ayant pris connaissance du budget d'investissement et des deux opérations CPER concernant la rénovation de la bibliothèque universitaire et la Villa Naturalité, Madame Agnès Vinet demande où en est le réaménagement du pôle sportif et si cela entre dans le cadre du CPER. Le VP CA répond que le réaménagement du pôle sportif n'entrait pas dans le cadre d'un CPER. Il s'agissait d'un projet qui mêlait le service de santé étudiante et l'idée d'un guichet unique pour les étudiants et cela est en cours de réflexion à l'échelle globale des locaux de l'établissement.

Concernant le taux du ratio Dizambourg, Madame Agnès Vinet demande ce qu'il faudra faire en 2026 si dans le cadre de projets de recherche obtenus il y aurait du personnel doc ou post-doc. Le président répond qu'il a récemment fait remonter ce point à la DGRH. Le mode de calcul du ratio Dizambourg est problématique car pour l'établissement, le développement

de la recherche partenariale nécessite essentiellement des ressources humaines. Cela signifie que la dynamique de croissance de la recherche partenariale a un impact négatif sur le ratio Dizambourg. Cela n'est pas l'objectif du ministère. Madame Catherine Carbone répond que pour cela, l'établissement perçoit une recette. Le calcul correspond à la masse salariale rapportée aux produits de l'établissement. La recherche ne joue pas forcément sur le ratio.

Madame Christelle Jablonski-Castanier demande pourquoi la recette du COMP n'est pas englobée dans le budget initial alors que l'établissement a été notifié et que cela peut modifier le ratio. Le président répond que la notification relative aux 33% des 50% du COMP a été reçue en 2025, soit sur la recette de l'année 2025. Or l'objet ici est le budget initial de l'année 2026 et le ministère a demandé de ne pas inscrire les recettes du COMP dans le budget initial de l'année 2026. Deux vagues sur trois des universités ont perçu les recettes du COMP et il y aurait une rupture d'égalité entre établissements. Le président n'a pas connaissance de la raison précise pour laquelle le ministère souhaite que les recettes du COMP ne soient pas intégrées dans le budget de l'année 2026. Il ajoute qu'il faut replacer cela dans un contexte national de difficultés économiques des universités depuis plusieurs années et Avignon Université est dans une situation plutôt « saine » en comparaison avec d'autres établissements qui sont en grande difficulté.

Étant donné la dégradation de la situation financière des universités depuis plusieurs années, Monsieur Johnny Douvinet demande quelles sont les stratégies et les enjeux à l'échelle des présidents d'universités pour les prochaines années (augmentation des frais d'inscription par exemple). Le président répond qu'il s'agit d'un sujet récurrent à France Universités. Proposer une augmentation des frais d'inscription ne fait pas partie du rôle des présidents d'universités et il n'est pas certain que cela améliorerait la situation financière des universités. Il faut défendre le modèle selon lequel l'université doit être ouverte au plus grand nombre. Monsieur Johnny Douvinet indique que tant qu'il y aura une position commune de toutes les universités, tout ira bien. Or l'autonomie accordée aux universités pourrait conduire à l'adoption de stratégies différenciées entre établissements.

Le VP CA rappelle que la campagne d'emplois présentée il y a peu devant le Conseil d'administration, et qui a suscité des regrets partagés par la gouvernance et les composantes quant à l'insuffisance des postes, a été calibrée afin de limiter le dépassement du ratio Dizambourg et de préserver la possibilité d'un retour au seuil de 83% au printemps suivant. Il précise que des postes supplémentaires auraient compromis cet objectif. Le montant agrégé de 1,9 M€ relatif aux mesures salariales imposées par l'Etat en 2026 équivaldrait théoriquement à 17 postes de maîtres de conférences et 54 postes BIATSS de catégorie C et cela explique en grande partie les difficultés rencontrées par l'établissement, notamment les tensions dans les composantes et les services liés aux départs à la retraite non remplacés et à l'augmentation de la charge de travail des personnels.

Monsieur Daniel Sudreau exprime une analyse critique de la politique du gouvernement en matière d'enseignement supérieur et évoque les normes, ratios et process contraignants imposés aux universités. Il indique qu'en parallèle, les personnels des services sont inquiets quant aux départs à la retraite non remplacés, à la charge de travail qui augmente et aux salaires. Il suggère que les conseils d'administration des universités portent collectivement ces préoccupations auprès des autorités compétentes. Le gouvernement a annoncé des états généraux de l'enseignement supérieur et cela pourrait être un cadre possible de réflexion et d'expression dans le contexte actuel de restrictions budgétaires.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le budget initial 2026 - Établissement.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une voix contre)**

2.2. Approbation du budget initial 2026 - Fondation

Le VP CA donne la parole à Madame Laurence Sommazi, Directrice des affaires financières, qui présente le budget initial 2026 de la fondation. Cette dernière a toujours dans son fonds de roulement une part qui n'est pas consommable et qui représente 250 k€.

Les prévisions pour l'année 2026 sont :

- Dépenses de personnel : **0 k€**
- Dépenses de fonctionnement : **10 k€**
- Prévision de recettes : **20 k€**

Soit un **résultat excédentaire de 10 k€**.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le budget initial 2026 - Fondation.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

2.3. Information relative aux admissions en non-valeur autorisées par le Président au titre de l'année 2025

Madame Christelle Jablonski-Castanier quitte la séance.

Le VP CA donne la parole à Monsieur Claude Guintoli, Agent comptable, qui présente les admissions en non-valeur autorisées par le président au titre de l'année 2025. Il rappelle qu'il y a émission systématique de titres de recettes qui permettent ainsi à l'agent comptable de pouvoir assurer le suivi du recouvrement de ces recettes et d'entamer, suivant la politique de recouvrement qui a été votée dans l'établissement, toutes les poursuites qu'il est possible de faire. Dans l'hypothèse où les recettes ne peuvent être recouvrées, c'est une charge pour l'établissement et c'est donc à lui de prendre en charge cette dépense sur le budget de l'établissement pour toutes ces créances qui ne seraient pas recouvrées. Dans le tableau transmis aux membres du CA, il y a essentiellement des droits d'inscription, dont ceux des étudiants extra-communautaires. En effet, l'établissement rencontre des difficultés pour obtenir le paiement intégral de ces droits d'inscription qui sont élevés. Ces situations concernent des étudiants qui n'ont pas les moyens financiers pour régler leurs frais d'inscription ou des étudiants qui ont quitté l'établissement et il est alors difficile de les poursuivre une fois qu'ils ont quitté l'université. Parmi les admissions en non-valeur autorisées par le président au titre de l'année 2025, il y a également des dettes qui concernent le service de la formation tout au long de la vie (SFTLV). La problématique pour l'un des dossiers est que ce dernier a été déposé tardivement sur la plateforme de l'opérateur de compétences (OPCO) et dès lors que ce dernier met en œuvre la prescription, l'agent comptable ne peut poursuivre le recouvrement.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Sophie Antoine demande à Monsieur Claude Guintoli s'il a davantage de détails concernant les étudiants extra-communautaires qui n'ont pas bénéficié de l'exonération des frais d'inscription. Monsieur Claude Guintoli répond qu'il peut fournir des détails concernant le suivi des impayés mais pas pour ce qui concerne la poursuite d'études ou non de ces étudiants. Il précise que l'agence comptable est en contact régulier avec les composantes concernant les impayés. La difficulté rencontrée par l'agent comptable est l'arrivée d'étudiants extra-communautaires qui espèrent obtenir une exonération de leurs frais d'inscription, sans préjuger de savoir s'ils l'obtiendront ou non.

Concernant le SFTLV, Monsieur Guillaume Marrel demande si c'est l'OPCO qui considère que la date de facturation est trop tardive par rapport à l'inscription. Monsieur Claude Guintoli répond par l'affirmative. Il précise que lors de la prise en charge de l'OPCO, dans le contrat est indiqué un délai de six mois pour transmettre le dossier complet (attestation de présence, etc.) et en cas de dépassement de ce délai, l'OPCO refuse de payer. La faute relevant ici de la responsabilité du service de la formation tout au long de la vie, l'agence comptable ne poursuit par le recouvrement auprès de l'étudiant concernée. Monsieur Guillaume Marrel demande s'il s'agit ici d'un cas individuel car en général, les étudiants sont gérés de manière collective par les gestionnaires. Monsieur Claude Guintoli répond que ce type de difficultés a été rencontré sur une période difficile au sein du SFTLV du fait d'un agent absent pour maladie dont le poste n'était pas doublé et des dossiers sont donc remontés hors délais.

2.4. Approbation de la demande d'admission en non-valeur de la créance de la société MIROITERIE AVIGLASS

Monsieur Claude Guintoli présente la demande d'admission en non-valeur de la créance de la société MIROITERIE AVIGLASS. Ladite société a été sollicitée pour effectuer des travaux. Un acompte a été payé à la société sur la base d'une facture du 30 mars 2022. Les travaux n'ayant pas commencé à être exécutés, l'université a appris que la société faisait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire le 28 septembre 2022. Un état exécutoire a été émis le 24 octobre 2022 et la déclaration de créances effectuée le 25 octobre 2022 auprès du liquidateur, dans le respect du délai légal de deux mois. Dans le cadre du suivi du dossier, il a été constaté la clôture pour insuffisance d'actif le 1^{er} septembre 2025. Aussi, l'université n'ayant pu être réglée et aucun recouvrement n'étant possible, ce dossier fait l'objet d'une demande d'admission en non-valeur auprès du CA pour un montant de 6 680,28 euros.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la demande d'admission en non-valeur de la créance de la société MIROITERIE AVIGLASS pour un montant de 6 680,28 euros.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.5. Approbation du Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) 2025-2027 entre Avignon Université et l'État

Le président rappelle que le COMP présenté ce jour concerne la période 2025-2027, évoquée précédemment dans le cadre des discussions budgétaires. A la demande du CSA, le projet a fait l'objet d'un ajustement spécifique apporté au paragraphe relatif à la politique de ressources humaines. Le propos a été modifié afin de mieux refléter la ligne suivie par l'établissement, à savoir une politique attentive aux ressources humaines, inscrite dans le respect des contraintes réglementaires et financières imposées par l'Etat à l'établissement. Le fil directeur du COMP repose sur le développement des partenariats, structurant le projet global de développement de l'université autour de ses missions fondamentales que sont la formation, la recherche, l'innovation et la vie étudiante. Ces partenariats sont envisagés à toutes les échelles territoriales : locale, régionale, nationale et internationale. Les points majeurs dans la façon dont l'université investit ses différents écosystèmes sont :

- la vie étudiante : affirmation du rôle d'Avignon Université comme chef de file de la vie étudiante sur son territoire,
- la recherche : développement de la recherche partenariale, à la fois pour renforcer les capacités de recherche et augmenter l'impact des travaux menés dans les laboratoires,

- la formation : développement de formations en partenariat permettant une offre de formation plus riche, plus structurée et cohérente avec l'identité scientifique de l'établissement, dans un cadre économiquement soutenable.

Le projet a fait l'objet d'échanges avec le rectorat, puis de deux présentations à la DGEIP, dont une rencontre avec Monsieur Olivier Ginez. Le COMP d'Avignon Université a été reconnu comme le meilleur COMP de la vague 3 au niveau national, ce qui constitue une reconnaissance de la pertinence du projet. Cette évaluation s'est traduite par une part de la subvention pour charges de service public (SCSP) qui est de 0,86% pour le COMP, soit la plus élevée de la vague 3. À titre de comparaison avec des universités dont la part est de 0,60%, un passage à 0,60% représenterait une perte d'environ 500 k€ pour Avignon Université, ce qui n'est pas neutre pour le budget de l'établissement. Bien que l'enjeu principal demeure la lisibilité, la connaissance du projet d'établissement et la situation particulière d'Avignon Université vis-à-vis de la tutelle au niveau national, l'impact financier n'est pas tout à fait neutre.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Johnny Douvinet demande comment se ventile le tableau des indicateurs en interne. Le Président répond que les indicateurs s'inscrivent sur la période triennale 2025-2027 mais les résultats sont attendus pour la période 2026-2028. L'établissement est en cours de démarrage du COMP et en termes d'indicateurs, il se situe globalement au niveau ou au-delà des objectifs fixés, notamment en matière d'effectifs étudiants, de recherche partenariale, d'actions en faveur de la vie étudiante. L'entrée de l'université dans le COMP 100 % implique que le COMP 2025-2027 sera prochainement remplacé par un nouveau contrat couvrant l'ensemble du projet d'établissement. Les engagements initiaux vont s'effacer au profit de ce nouveau COMP. Le VP CA indique qu'en termes de financement, les 20 % restants du montant du COMP sont conditionnés à l'atteinte des objectifs. Aucun mécanisme d'abondement supplémentaire n'est prévu en cas de dépassement des indicateurs. Le Président ajoute qu'Avignon Université est engagée à titre pilote dans le dispositif du COMP 100 % et ce dernier n'a de sens que s'il s'accompagne d'une augmentation des budgets, d'une « bouffée d'oxygène budgétaire » permettant d'entraîner la communauté universitaire et de créer une nouvelle dynamique. L'incertitude liée au projet de Loi de finances non encore voté rend cependant les perspectives budgétaires peu lisibles à ce stade.

Madame Delphine Blanke fait part de deux observations :

- l'augmentation annoncée du nombre d'apprentis à +80 % paraît très optimiste compte tenu des aides de l'État qui vont sans doute beaucoup diminuer,
- en page 14 du COMP, concernant le rôle du CERI et de l'IUT, il est indiqué : « [...] Ils sont complétés par l'IUT et le Centre d'enseignement et de recherche en informatique, structures transversales qui contribuent, **de façon différente**, aux deux axes de différenciation ». Madame Delphine Blanke s'interroge sur le terme « *différente* » qui lui semble quelque peu obscur et suggère de le remplacer par le terme « *naturelle* ». Le président répond que la contribution de l'IUT est différente de celle des instituts en termes de position. L'IUT n'a pas d'offre de master et sa position est transversale car il est sur les deux axes de différenciation. La contribution du CERI et de l'IUT est dite « *différente* » de celle des instituts, non pas de manière négative, mais en raison de leur position transversale, en contraste avec les instituts qui sont structurés par axe de différenciation.

En réponse à la première remarque de Madame Delphine Blanke, Monsieur Bassam Jabaian, Vice-président en charge de la CFVU, indique que l'objectif de +80 % du nombre d'apprentis est ambitieux et lors de la première présentation du COMP en Conseil académique, les baisses de prise en charge par l'État n'étaient pas encore actées. Aussi, le commentaire a été nuancé dans le paragraphe concerné du COMP. L'objectif n'est toutefois pas inatteignable car dans les masters en création, une partie sera proposée en alternance et cela contribuera à répondre au double objectif relatif à l'effectif en master et à l'effectif d'alternants. Il en est de même pour les licences professionnelles prévues en ouverture.

Monsieur Daniel Sudreau demande quel a été le résultat du vote du CSA concernant le COMP. Le Président répond qu'il y a eu deux votes contre et sept abstentions. Il indique que sur le principe du COMP, les abstentions traduisaient principalement une difficulté à envoyer un message positif pour un COMP qui est une autre modalité d'interaction avec la tutelle. Monsieur Daniel Sudreau indique qu'en CSA il a voté contre le COMP et exprime son inquiétude concernant les contraintes pour les personnels, l'état des services, la précarité étudiante et le manque de réponses structurelles tel que la question du revenu étudiant. Le président répond qu'il entend cette inquiétude et ces difficultés. Il souligne l'importance d'un positionnement pragmatique et indique que le rejet du COMP entraînerait une perte financière estimée à 1,4 M€, avec des conséquences concrètes sur le fonctionnement et les emplois de l'établissement. Monsieur Daniel Sudreau indique que son vote contre n'a pas pour objectif d'empêcher un projet mais de donner une indication au gouvernement et au rectorat car les votes émis par le CA ont un impact sur les métiers, les vies des personnels et leur façon de fonctionner. Il souhaite faire passer le message quant au fait qu'il existe des oppositions, qui ne sont pas simplement des oppositions de principe.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) 2025-2027 entre Avignon Université et l'État.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une voix contre)**

3. Questions relatives aux ressources humaines :

3.1. Approbation du Plan d'Action Égalité (PAE) 2025-2027 et présentation du rapport d'exécution du PAE 2020-2023 (pour information)

Le VP CA donne la parole à Madame Clarisse Vermès, Responsable du pôle Santé et Qualité de Vie au Travail, qui présente le Plan d'Action Égalité (PAE) 2025-2027 et le rapport d'exécution du PAE 2020-2023 (pour information). Le Plan d'Action Égalité (PAE) porte sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ainsi que sur la lutte contre les violences, les discriminations, le harcèlement et les agissements sexistes. Ces problématiques concernent l'ensemble de la société et, au sein de l'université les personnels et les usagers. Une attention particulière est portée aux publics les plus vulnérables telles que les personnes en situation de handicap, les personnes malades, racisées, les minorités de genre et sexuelles, ainsi qu'aux personnes en situation d'intersectionnalité. Les inégalités et violences s'installent dès le plus jeune âge et sont fortement intériorisées. Elles s'expriment à toutes les étapes de la vie : orientation, carrière, parentalité, séparation, retraite. Les déséquilibres de capital financier, culturel et social renforcent les situations de domination. Les conséquences sont importantes pour les personnes concernées, avec des impacts sur la santé, une perte de productivité et des talents gâchés. Des comparaisons européennes montrent que la France se situe dans la moyenne en matière de perception des bénéfices de l'égalité femmes-hommes. En 2017, l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les violences constituaient la grande cause nationale. Un cadre européen est venu renforcer ces obligations. Les établissements sont tenus d'élaborer un PAE, assorti désormais d'indicateurs de suivi. Il s'agit du deuxième PAE pour Avignon Université. Le non-respect des engagements peut entraîner une pénalité pouvant atteindre 1 % de la masse salariale, bien que la démarche se veut avant tout incitative et fondée sur l'engagement collectif.

Il existe un pilotage national interministériel avec une déclinaison au sein de l'établissement sous l'autorité du président. Le portage opérationnel est assuré par Madame Justine Gonneaud, Vice-présidente Égalité et Diversité, qui est appuyée par des personnes ressources au sein de l'administration. Le périmètre du PAE inclut les campus mais aussi les espaces extérieurs (soirées étudiantes, logements, vie privée), dès lors qu'une situation impacte les études ou le travail. Concernant le bilan du PAE précédent (2020-2023), les avancées portent sur la lutte contre les violences avec par exemple la mise en place d'une plateforme de signalement, le RSU qui est dorénavant généré, le calcul des écarts salariaux, etc. Le PAE engage l'établissement sur trois années. Il est amendable et renouvelable. A moyen terme, l'objectif est de sensibiliser et de former et à long terme, il s'agit d'avoir une égalité professionnelle à tous les échelons de l'établissement.

Le nouveau plan comprend 74 mesures, issues des engagements nationaux et ministériels, des actions non abouties du précédent plan.

Il est structuré autour de 7 axes :

- Soutien et portage de la gouvernance,
- Lutte contre les biais de recrutement et de carrière,
- Réduction des écarts de rémunération,
- Prise en compte de la parentalité et des proches aidants,
- Lutte contre les violence, discrimination, harcèlement et d'agissements sexistes (VDHAS),
- Santé des femmes,
- Communication, sensibilisation et formation.

Des actions spécifiques concernent les femmes, les personnels contractuels, les doctorants, les personnes en situation de handicap et les minorités.

Dans le cadre du nouveau PAE et dans la continuité du précédent, il s'agira de rendre visible l'égalité dans la politique de l'établissement, générer les données des tableaux de bord, suivre les parcours de promotion, lutter contre les biais et les stéréotypes de genre, lutter contre les VDHAS, organiser des formations sur la thématique des VSS, faire de la communication interne. Pour le nouveau PAE, les tutelles ont souhaité que l'établissement mette l'accent sur la visibilité des acteurs de l'égalité (axe 1), l'établissement va également développer le tutorat des femmes, établir des cartographies (acteur de l'égalité, métiers - axe 2), assurer une meilleure transparence des rémunérations (axe 3), prendre en compte les proches aidants, prendre en considération les besoins spécifiques des femmes, notamment en lien avec la maternité ou la reproduction (axe 4), les VDHAS seront abordées sous la forme d'un risque, les violences intrafamiliales (axe 5), intégrer la santé des femmes dans la prévention des risques (axe 6), faire davantage de communication externe et interne (axe 7).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Sophie Antoine attire l'attention des administrateurs sur le contexte mondial avec des minorités qui sont malmenées dans certains pays. Elle précise qu'en France, cela se passe bien en la matière et souligne l'intérêt stratégique du PAE pour l'attractivité internationale de l'établissement. Madame Clarisse Vermès confirme que les engagements sociaux, sociétaux et les dimensions immatérielles entrent en compte dans le capital d'une organisation, pour la marque employeur de l'université et son attractivité auprès des étudiants et des personnels. Cela fait partie des leviers qui peuvent être utilisés pour attirer ces publics, à condition de communiquer en la matière.

Monsieur Daniel Sudreau fait part de la nécessité d'avoir davantage de bienveillance envers le personnel féminin confronté à des contraintes familiales. Il indique que pour ce public-là, il faudrait davantage de souplesse au sein de l'université.

Madame Clarisse Vermès ajoute qu'il y a également l'intégration des proches aidants dans le PAE. Le VP CA précise que la notion de proche aidant sera également prise en compte pour les étudiants aidants qui auront un statut particulier dans le cadre du futur schéma directeur de la vie étudiante.

Monsieur Johnny Douvinet souhaiterait avoir une vue globale des actions réalisées et non réalisées sur le bilan du PAE 2020-2023 et pour le nouveau PAE, étant donné l'ampleur des axes et de la mission, il demande comment les équipes concernées peuvent être aidées sur les indicateurs. Madame Clarisse Vermès répond que pour le premier PAE, du fait des délais restreints imposés, il n'y a pas eu d'implication de l'ensemble de l'établissement dès le démarrage et les groupes de travail initialement prévus ne se sont pas tenus du fait du contexte de la pandémie de Covid19 en 2020. Il n'y a pas eu de dynamique créée autour des 101 actions prévues et les seules actions qui ont avancé sont celles portées par Madame Clarisse Vermès elle-même et l'ancien chargé de mission égalité, Monsieur Samuel Priso-Essawe (actions concernant la lutte contre les violences). Des actions peuvent être menées en interne sur la souplesse envers le personnel féminin dont a fait part Monsieur Daniel Sudreau précédemment, la compréhension, les parcours de carrière, le tutorat, les rôles modèles, l'action sociale orientée vers les femmes en période de fragilité, les aidants et pour la maternité, il peut s'agir d'encourager la paternité pour décharger une part féminine de cet engagement.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le Plan d'Action Égalité (PAE) 2025-2027.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.2. Information sur le dispositif relatif au cumul d'activités

Madame Anne Gagniard quitte la séance.

Le VP CA donne la parole à Madame Delphine Pezzo, Directrice des Ressources Humaines, qui présente le dispositif relatif au cumul d'activités. Le principe général est qu'un agent public consacre l'intégralité de son activité professionnelle à son emploi et toute autre activité doit être autorisée, sauf exception prévue par la réglementation.

Il existe trois situations possibles :

- les activités dites « libres »,
- les activités accessoires,
- la création et la reprise d'entreprise.

Pour les activités accessoires, une déclaration ou une autorisation est nécessaire avant le début de l'activité. Ces activités accessoires relèvent du régime déclaratif lorsqu'elles remplissent les trois conditions cumulatives suivantes :

- l'agent est un personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche,
- les activités accessoires doivent être exercées dans le cadre des missions de service public de l'enseignement supérieur et de la recherche,
- les activités accessoires doivent être exercées auprès d'une administration ou d'un établissement public.

Dans ce cas, la déclaration doit être effectuée via l'outil PEPS. Toutes les autres activités accessoires sont soumises à autorisation préalable. La liste des activités concernées est disponible sur e-Doc.

S'agissant de la création ou la reprise d'entreprise, un agent à temps complet ne peut créer ou reprendre une entreprise que s'il obtient une autorisation de temps partiel, comprise entre 50 % et 90 % pour une durée de trois ans, renouvelable une fois. En raison de la complexité de l'instruction du dossier, la demande de temps partiel doit être déposée auprès de la DRH via un ticket. Ces demandes font l'objet d'une instruction approfondie, notamment pour vérifier l'absence de concurrence avec les activités de l'université. Dans certains cas, la référente en déontologie peut être sollicitée.

Pour la demande d'autorisation, il est nécessaire d'avoir l'avis du chef de service et Madame Agnès Vinet fait remarquer que dans le document, les CER et les laboratoires n'apparaissent pas. Madame Delphine Pezzo répond qu'en effet, le formulaire sera actualisé en ce sens, conformément à la nouvelle structure de l'établissement.

Monsieur Guillaume Marrel demande des précisions sur l'action qu'il doit effectuer en tant que responsable hiérarchique concernant les déclarations. Madame Delphine Pezzo répond que le directeur de la composante doit viser la déclaration, garantissant qu'il est informé de la démarche.

La DRH a effectué les recherches a posteriori du Conseil d'administration et a fourni les éléments de réponse suivants à Monsieur Guillaume Marrel et à la secrétaire de séance : le N+1 peut refuser la déclaration de cumul d'activités. Il est nécessaire ensuite que la déclaration (après validation par le président) soit notifiée à l'agent dans les 15 jours suivants la demande. Si ces délais ne sont pas respectés, alors la déclaration est réputée acceptée.

Monsieur Daniel Sudreau demande des précisions sur la réglementation sociale relative au temps de travail hebdomadaire des agents concernés par le cumul d'activités. Madame Delphine Pezzo répond que par exemple pour le personnel administratif, cela est encadré, avec un maximum de 50 heures hebdomadaires.

Madame Corinne Fredouille demande des précisions sur le circuit de validation des demandes relatives au cumul d'activités. Elle indique avoir visé une demande de cumul d'activités qui a finalement été refusée par la DRH. Madame Delphine Pezzo répond que ce point sera vérifié et une réponse sera apportée à Madame Corinne Fredouille.

La DRH a effectué les recherches a posteriori du Conseil d'administration et a fourni les éléments de réponse suivants à Madame Corinne Fredouille et à la secrétaire de séance : la DRH est chargée de l'instruction des demandes de cumul d'activités. À ce titre, elle en examine la compatibilité avec le statut de l'agent ainsi que la nature du cumul sollicité. Le visa du directeur ou du chef de service a pour objet de s'assurer que la direction est bien informée de la demande et, le cas échéant, de lui permettre de signaler toute difficulté liée aux nécessités de service. Aucune vérification approfondie n'est attendue de la part du service ou de la composante. Il s'agit avant tout d'une information portée au niveau du directeur, avec toutefois la possibilité d'alerter la DRH en cas de contrainte ou d'incompatibilité de service identifiée. La décision finale, y compris en cas de refus, relève de la DRH.

À défaut d'observation, le VP CA introduit le point suivant de l'ordre du jour.

3.3. Approbation de l'actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2025-2026 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants Chercheurs (RIPEC)

Le VP CA présente l'actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2025-2026 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants Chercheurs (RIPEC). Le tableau présenté aux administrateurs est voté plusieurs fois par an afin d'intégrer les évolutions intervenues depuis le vote initial du Conseil d'administration plénier au mois de juin 2025. Cette actualisation porte exclusivement sur les fonctions et les montants des primes. En effet, la version nominative du document a été votée précédemment par le Conseil d'administration restreint.

Parmi les principales modifications, figure l'apparition de la responsabilité de direction scientifique de la Villa Créative, assortie d'une indemnité de 2 500 euros. Cette création est justifiée par l'inauguration de la structure et la nécessité d'en assurer le fonctionnement en lien avec les composantes et laboratoires.

Dans le groupe des responsabilités particulières, est créée une charge de mission en stratégie immobilière, demandée par les membres du CSA dans le cadre du rapprochement entre la DPI et la DCAVIS, afin d'assurer un lien de proximité entre la gouvernance et les personnels concernés. Apparaît également une charge de mission « bilan carbone », venant compléter l'équipe dédiée à la transition environnementale et au développement soutenable. Par ailleurs, la charge de mission relative à la laïcité, au racisme et à l'antisémitisme a été réorganisée : la fonction est scindée entre un référent laïcité et un transfert des missions liées au racisme et à l'antisémitisme à la vice-présidente chargée de l'égalité. En fin de tableau, cinq primes sont créées pour les référents « pôle universitaire d'innovation » (PUI). Ces primes, financées par le PUI Provence, se distinguent par un versement unique non mensualisé.

Une précision est apportée concernant l'indemnité du directeur de l'institut AgES, dont le montant exceptionnel de 9 613 euros, supérieur au plafond habituel de 7 500 euros, correspond au paiement différé d'heures complémentaires effectuées lors de son élection en cours d'année. Cette situation étant ponctuelle, l'indemnité reviendra au montant réglementaire l'année suivante.

Enfin, une erreur est signalée : la prime de coordination du service de santé universitaire, fixée à 2 500 euros, aurait dû être supprimée car cette fonction n'existe plus depuis le recrutement d'un médecin directeur. Il est donc proposé de voter le tableau sous réserve de la suppression de cette prime. En fonction de l'évolution des missions, le tableau ainsi modifié fera l'objet d'un nouveau vote du CA lors du semestre prochain.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2025-2026 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants Chercheurs (RIPEC), sous réserve de supprimer la prime de coordination du service de santé universitaire.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :

4.1. Approbation de la création du Diplôme Universitaire « Accès à la 2ème année de la licence professionnelle Management des Risques Technologiques et Professionnels » (LP MRTP) à compter de l'année universitaire 2025-2026

Madame Agnès Vinet quitte la séance.

Monsieur Cristian Iftime quitte la séance.

Le président quitte la séance en raison d'une réunion prévue au sein de la Villa Créative.

Le VP CA donne la parole à Monsieur Bassam Jabaian, qui présente la création du Diplôme Universitaire « Accès à la 2ème année de la licence professionnelle Management des Risques Technologiques et Professionnels » (LP MRTP) à compter

de l'année universitaire 2025-2026. La création de ce diplôme universitaire (DU) s'inscrit dans le cadre de la dé-suspension de licences professionnelles, notamment celles débutant en première ou deuxième année de licence et non en troisième année.

Ce DU est spécifiquement conçu en lien avec la licence professionnelle « Management des risques technologiques et professionnels » (MRTP), laquelle débiterait en deuxième année de licence. Ce diplôme s'adresse à des étudiants issus d'une première année de licence en Chimie ou en Sciences de la Vie et de la Terre (SVT) proches de la réussite mais n'ayant pas validé l'intégralité de leur L1. Afin d'accéder à une formation de niveau bac +2, ces étudiants doivent en effet justifier la validation d'un niveau bac+1.

L'objectif principal du DU est ainsi de permettre la validation d'un niveau bac+1 permettant aux étudiants d'accéder à une licence professionnelle en deuxième année. La maquette pédagogique du DU est identique à celle de la licence de Chimie (aucun enseignement supplémentaire n'est proposé). Les notes obtenues en licence générale sont reportées vers le DU, avec des coefficients différents, une moyenne qui peut être différente et donc une validation de l'année qui peut également être différente. Cette organisation vise à valoriser les enseignements appliqués et à réduire le poids des enseignements très théoriques, afin de favoriser la réussite des étudiants concernés.

Ce DU, proposé aux étudiants de L1 volontaires, est gratuit, puisqu'il n'y a pas de cours associés. Il s'agit d'une validation d'une première année d'études supérieures permettant d'intégrer une licence professionnelle en deuxième année.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la création du Diplôme Universitaire « Accès à la 2ème année de la licence professionnelle Management des Risques Technologiques et Professionnels » (LP MRTP) à compter de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.2. Approbation des capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2026-2027

Le VP CFVU présente les capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2026-2027.

BUT :

Les capacités d'accueil en BUT sont renouvelées à l'identique par rapport à l'année précédente.

Licences :

Pour les licences, le tableau comparatif communiqué aux membres du CA met en évidence en rouge les capacités d'accueil modifiées par rapport à l'année dernière. Ce tableau a servi d'outil d'aide à la décision, en croisant les capacités d'accueil avec les données issues de Parcoursup (nombre de candidats, listes d'attente). Monsieur Bassam Jabaian rappelle que les capacités d'accueil sont liées aux capacités d'encadrement pédagogique, ce qui limite les possibilités d'augmentation malgré une demande parfois élevée.

Concernant l'Institut AgES, deux licences professionnelles supplémentaires sont ouvertes sur Parcoursup. Ces ouvertures de licences professionnelles dé-suspendues s'inscrivent dans un principe de mutualisation complète avec les licences générales porteuses, sans création de cours ou de groupes supplémentaires, et visent à améliorer la lisibilité et l'attractivité des formations pour les étudiants. Pour la filière STAPS, une baisse des capacités avait été envisagée (de 220 à 200 places) en raison de contraintes d'encadrement et de charges d'enseignement. Toutefois, à la suite d'échanges avec le rectorat et au regard d'une demande toujours forte et d'une démographie étudiante stable, il a été décidé de maintenir la capacité à 220 places, soit un renouvellement à l'identique par rapport à l'année dernière.

Concernant l'Institut CPSN, certaines licences professionnelles ouvertes sur Parcoursup voient leur capacité d'accueil augmentée afin de permettre un appel plus large de candidats dès les premières phases, sans nécessairement accroître les effectifs inscrits. Par ailleurs, la fermeture du parcours PPPE de la licence « Lettres » est actée, suite à l'évolution réglementaire liée à la création de la licence « Professorat des écoles », entraînant une fermeture progressive de ces parcours. La licence professionnelle « Techniques du son et de l'image » voit sa capacité d'accueil augmentée d'une dizaine de places pour être conforme aux listes d'attente et aux inscrits de cette année.

Concernant le CERI, ce dernier propose la fermeture de la « LAS Informatique », qui existe depuis cinq ans, sans aucun étudiant admis au concours. Les 20 places correspondantes sont redistribuées entre la licence « Informatique » (10 places) et le CMI « Informatique » (10 places), maintenant ainsi la capacité globale.

Au total, la capacité d'accueil globale en licence s'établit à 2 857 places, soit une augmentation d'environ une centaine de places par rapport à l'année dernière.

Master :

Pour les masters, la distinction est rappelée entre la capacité d'accueil « COL - capacité offerte limitée », correspondant aux places ouvertes sur la plateforme MonMaster (objet du vote du CA) et la « CAL - capacité d'accueil limitée » qui

correspond à la capacité globale du master incluant, en sus de la COL, les étudiants redoublants, les admis automatiques et les étudiants étrangers via Campus France.

Pour la majorité des masters, les capacités d'accueil en master sont renouvelées à l'identique. Des discussions approfondies ont toutefois eu lieu avec certaines formations, notamment en sciences politiques et en Information-Communication, confrontées à de fortes tensions en matière d'encadrement (stages, mémoires). Malgré une volonté initiale de réduction des effectifs, un choix stratégique a été fait de maintenir les capacités afin de préserver un effectif master consistant au sein de l'établissement. Une seule formation de master connaît une légère baisse de sa capacité d'accueil (de 30 à 25 places). Une exception concerne le master international MAFEN, pour lequel la capacité ouverte sur MonMaster est réduite afin de privilégier le recrutement d'étudiants internationaux via Campus France.

Avec les nouvelles créations de masters, la capacité globale atteint 804 places, contre 666 l'année dernière, soit une augmentation de 138 places. Cette évolution s'inscrit dans les objectifs du COMP, visant une augmentation des effectifs de master à l'horizon 2027.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Delphine Blanke demande s'il est possible de faire du surbooking sur MonMaster comme sur Parcoursup. Monsieur Bassam Jabaian répond par l'affirmative et précise que le surbooking est davantage limité sur MonMaster que sur Parcoursup.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les capacités d'accueil en BUT, licence et master au titre de l'année universitaire 2026-2027.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

4.3. Approbation des modalités d'accès dans les formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur : rôle et composition des commissions d'examen des vœux

Monsieur Johnny Douvinet quitte la séance.

Le VP CA donne la parole à Monsieur Bassam Jabaian qui indique que le document relatif aux modalités d'accès dans les formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur n'était pas soumis au vote du CA les années précédentes. Jusqu'alors, seules étaient présentées annuellement en CFVU et CA la composition nominative des jurys de recrutement pour la plateforme Parcoursup ainsi que pour la plateforme MonMaster or le cadre réglementaire impose désormais l'existence d'un document distinct définissant explicitement le rôle des commissions d'admission. Le document présenté répond à cette exigence et précise, de manière synthétique, les missions de la commission et rappelle que la nomination de ses membres relève d'un arrêté du président.

Ce cadrage permet de reconduire le document une année sur l'autre, sans nécessité de vote annuel. De même, la composition des commissions n'a plus à être validée systématiquement par les conseils puisque les composantes proposent les membres, qui sont ensuite nommés via un arrêté du président. Cette organisation offre une plus grande souplesse de gestion, notamment en cas d'absence ou de force majeure, les ajustements pouvant être effectués par arrêté sans repasser devant l'ensemble des instances.

Les deux documents présentés sont distincts mais leurs contenus sont identiques, l'un pour la plateforme Parcoursup, l'autre pour la plateforme MonMaster. Cette évolution s'inscrit dans une logique de simplification administrative et de réduction des délais de traitement.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les modalités d'accès dans les formations initiales du premier cycle de l'enseignement supérieur : rôle et composition des commissions d'examen des vœux.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

4.4. Approbation des modalités de recrutement en master 1 : rôle et composition des commissions de recrutement

Ce point a été présenté dans le point précédent et concerne la plateforme MonMaster.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les modalités de recrutement en master 1 : rôle et composition des commissions de recrutement.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

4.5. Approbation des attendus locaux et critères généraux d'appréciations des dossiers de candidature pour l'inscription dans les formations en BUT et licence au titre de l'année universitaire 2026-2027 (Campagne Parcoursup)

Le VP CA donne la parole à Monsieur Bassam Jabaian qui indique que les attendus locaux et critères généraux d'appréciations des dossiers de candidature pour l'inscription dans les formations en BUT et licence au titre de l'année universitaire 2026-2027 ne comportent pas de modifications substantielles par rapport à l'année dernière. Les critères généraux et les attendus demeurent globalement inchangés, avec quelques ajustements mineurs.

Il est précisé que pour la licence professionnelle « Techniques du son et de l'image », formation sélective sur trois ans, l'équipe pédagogique avait initialement souhaité intégrer un portfolio parmi les pièces constitutives du dossier de candidature. Ce document étant particulier, il était soumis à l'accord du rectorat et de la DRAIO. Faute de réponse à la date de présentation en CFVU, le dispositif avait été présenté sous réserve d'un avis favorable. Le retour du rectorat ayant été défavorable au motif que le document n'était pas accessible à l'ensemble des candidats potentiels, le document soumis au vote du CA retire en conséquence le portfolio des attendus Parcoursup pour cette licence. Pour le reste des formations, les critères et attendus proposés sont conformes à ce qui a été présenté en CFVU et reprennent l'esprit des dispositifs appliqués l'année dernière.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les attendus locaux et critères généraux d'appréciations des dossiers de candidature pour l'inscription dans les formations en BUT et licence au titre de l'année universitaire 2026-2027 (Campagne Parcoursup).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

4.6. Approbation des modalités et conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2026-2027 (Campagne Mon master)

Le VP CA donne la parole à Monsieur Bassam Jabaian qui indique qu'il s'agit ici des conditions classiques de sélection à l'entrée en master, à savoir les relevés de notes, CV, lettres de motivation pour l'ensemble des masters. Il y a eu quelques ajustements sur les descriptifs et les attendus mais aucun changement majeur depuis l'année dernière.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les modalités et conditions de sélection à l'entrée en master au titre de l'année universitaire 2026-2027 (Campagne Mon master).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :

1.1 Approbation du contrat d'autorisation de reproduction par reprographie d'œuvres protégées avec le centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) pour la période 2025-2030

Le VP CA donne la parole à Madame Marina Bonnot, Directrice des affaires juridiques et institutionnelles, qui présente le contrat d'autorisation de reproduction par reprographie d'œuvres protégées avec le centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) pour la période 2025-2030. Par ce contrat, l'établissement est autorisé à reproduire, par reprographie, des extraits d'œuvres à des fins pédagogiques au bénéfice des étudiants. Ce contrat, renouvelé tous les cinq ans dans des termes globalement identiques, est conclu jusqu'en 2030. La redevance annuelle due au CFC est calculée en fonction du nombre d'étudiants. Le contrat prévoit notamment une obligation de déclaration annuelle des œuvres reproduites, permettant au CFC d'assurer la redistribution des droits aux auteurs et éditeurs concernés. Les remontées de données sont régulièrement réalisées par les composantes et responsables de formation, même si le CFC considère de manière générale que les volumes déclarés peuvent être sous-estimés à l'échelle nationale.

Madame Delphine Blanke demande si les remontées représentent un volume important. Madame Marina Bonnot répond qu'effectivement, les reproductions déclarées représentent un volume important, malgré une baisse globale de l'usage du papier.

Monsieur Daniel Sudreau demande si le contrat concerne également les reproductions numériques (projections PowerPoint par exemple). Madame Marina Bonnot répond que le contrat porte uniquement sur la reprographie (papier).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le contrat d'autorisation de reproduction par reprographie d'œuvres protégées avec le centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) pour la période 2025-2030.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.2 Approbation de la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) dans le cadre du BUT « Techniques de Commercialisation » en alternance sous contrat d'apprentissage - Parcours « Business Développement et Management de la Relation Client (BDMRC) » au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole à Madame Anne Maurand-Valet, Directrice de l'IUT, qui présente la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) dans le cadre du BUT « Techniques de Commercialisation » en alternance sous contrat d'apprentissage - Parcours « Business Développement et Management de la Relation Client (BDMRC) » au titre de l'année universitaire 2025-2026.

Cette convention existe depuis plusieurs années, antérieurement aux DUT, et a été reconduite lors du passage aux BUT sans modification de fond. L'ISFFEL est un institut de formation avec CFA, spécialisé dans les métiers de la distribution de fruits et légumes, implanté en Bretagne. Bien qu'il s'agisse d'un CFA distinct du CFA Epure, le partenariat a été maintenu car cet organisme fait du sourcing pour les formateurs, notamment lors de la mise en place du BUT et de la spécialisation en troisième année. L'ISFFEL assure plusieurs missions :

- appui à la recherche d'entreprises d'accueil pour les apprentis,
- proposition d'étudiants en passerelle issus de BTS afin de compléter les groupes de l'IUT,
- réalisation de la première visite en entreprise, nécessaire à la définition de la mission de l'apprenti, qui soutient globalement l'équipe pédagogique, permettant de compenser des contraintes d'encadrement.

La majorité des heures d'enseignement est assurée par des enseignants ou des vacataires de l'IUT. Une part limitée est confiée aux formateurs de l'ISFFEL. Cette année, 19 étudiants en contrats d'apprentissage sont concernés, avec un coût unitaire de 7 470 euros. Les éléments budgétaires détaillés sont fournis en annexe de la convention.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la convention de coopération entre Avignon Université et l'Institut Supérieur de Formation Fruits et Légumes (ISFFEL) dans le cadre du BUT « Techniques de Commercialisation » en alternance sous contrat d'apprentissage - Parcours « Business Développement et Management de la Relation Client (BDMRC) » au titre de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2. Questions diverses²

Néant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h22.

Le président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

² Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence (president@univ-avignon.fr ou vice-president-ca@univ-avignon.fr) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.